

France, mardi, 16 septembre 2008, p. 10

Politique

Présidence du Sénat : Raffarin et Larcher mettent les bouchées doubles

PIERRE-ALAIN FURBURY

L'ancien Premier ministre et son ancien ministre du Travail rivalisent pour remporter la primaire organisée par l'UMP et succéder à Christian Poncelet au plateau. Philippe Marini espère jouer les trouble-fête.

Rarement l'expression « à un train de sénateur » aura si mal convenu à une fin de campagne. Dans la dernière ligne droite avant la primaire qui doit désigner, le 24 septembre, le candidat UMP à la présidence du Sénat (lequel est assuré, compte tenu de la faiblesse numérique de la gauche, de succéder le 1er octobre à Christian Poncelet), Jean-Pierre Raffarin et Gérard Larcher s'activent pour tenter de faire la différence.

Le premier, qui n'a pas fait officiellement acte de candidature, a fait parvenir hier aux élus du Palais du Luxembourg son projet « pour un Sénat libre et moderne » et doit déjeuner aujourd'hui avec une dizaine de sénateurs chiraquiens, en présence de l'ancien chef de l'Etat. Le second envoie demain aux sénateurs une nouvelle version de son programme, intégrant les remarques que lui ont faites les élus.

L'incertitude est totale

Les deux hommes se disent « confiant » et « serein », mais, dans les couloirs feutrés du Sénat, la bataille qui les oppose fait rage. En creux, l'ancien Premier ministre et son ancien ministre à l'Emploi ne s'épargnent plus guère. « Moi, je propose un mouvement pour le Sénat. Je ne me limite pas à des points d'interrogation », assène Jean-Pierre Raffarin, insistant, pour mieux critiquer « la tentation de l'immobilisme », sur le fait que sa contribution compte « 170 pages et 30 propositions ». Même si, sur le fond, l'un et l'autre affichent une même volonté de « moderniser » et de « rendre visible » le Sénat. « Moi, je ne vois pas la présidence du Sénat comme l'aboutissement de ma carrière [...]. C'est

ma manière d'être : je me sens sénateur parmi les sénateurs », glisse Gérard Larcher, affirmant ne pas « chercher », lui, « de signal ailleurs ». Une pique à l'attention de l'ancien chef du gouvernement, qui a voulu voir « un geste d'encouragement » dans la venue, vendredi, de Nicolas Sarkozy sur ses terres poitevines.

Le tiers des sièges à renouveler

A quelques jours du vote, l'incertitude est totale sur l'issue de la bataille. Même si ses chances paraissent minces, Philippe Marini, le rapporteur général de la commission des Finances, est lui aussi sur les rangs pour le plateau (l'équivalent du perchoir de l'Assemblée). Candidat malheureux en 2004, l'ancien ministre du Budget, Alain Lambert, laisse planer le doute et menace de se présenter en franc-tireur, en dehors des primaires. Le sénateur-maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, qui pourrait rallier Jean-Pierre Raffarin, n'annoncera sa décision que le 22 septembre. Quant à l'actuel président du Sénat, Christian Poncelet, âgé de quatre-vingts ans, il n'a toujours rien dit sur ses intentions.

Finissant de rendre tout pronostic impossible, le tiers des sièges du Sénat doit être renouvelé ce dimanche. Des résultats suivis de très près. Alors que Gérard Larcher privilégie les rendez-vous en tête à tête dans son bureau - son « confessionnal », dit-il -, Jean-Pierre Raffarin multiplie les déplacements sur le terrain pour aider les candidats UMP. Avec la conviction qu'il sera, lors de la primaire, payé en retour.

PIERRE-ALAIN FURBURY

Avec l'aimable autorisation *LesEchos*

Chirac devrait soutenir Larcher pour le Sénat

L'ancien président de la République recevra Gérard Larcher le 18 septembre.

CONTRAIREMENT à ce que laisse entendre l'entourage de Jean-Pierre Raffarin, Jacques Chirac n'a pas choisi son ancien Premier ministre comme favori à la présidence du Sénat. Il a d'ailleurs rendez-vous avec l'autre candidat au plateau, Gérard Larcher, jeudi 18 septembre, dans ses bureaux rue de Lille.

Ce dernier, plutôt confiant dans ses chances de l'emporter, ironise sur son adversaire Raffarin: "un jour, Jean-Pierre explique, 'plus sarkozyste que moi, tu meur's. Le lendemain, c'est 'plus chiraquien que moi tu meurs'. Pour ma part, c'est 'plus sénateur que moi, tu meurs' !".

C'est le 24 septembre qu'aura lieu la primaire qui doit désigner le candidat UMP à la présidence du Sénat. Outre Jean-Pierre Raffarin et Gérard Larcher, Philippe Marini, le rapporteur général de la commission des Finances est lui aussi candidat au plateau. Quant à Alain Lambert, ex-ministre du Budget, il a jusqu'ici laissé planer le doute sur sa candidature.

par la rédaction de Challenges, mardi 16 septembre.

Avec l'autorisation de

Le Figaro, mardi, 16 septembre 2008, p. 15

Opinions

L'ANALYSE DE GUILLAUME TABARD

Sénatoriales : l'enjeu d'une élection peu médiatisée

Tabard, Guillaume

Pas de soirée électorale à la télévision ; pas de suspense dans l'attente des premières estimations. Les élections sénatoriales de ce dimanche ne sont pas attendues par l'opinion, ni même par les états-majors politiques avec une grande fébrilité.

C'est normal : le Sénat est, par nature, un « amortisseur » de la vie politique. La Haute Assemblée est d'abord élue au suffrage universel indirect, c'est-à-dire par quelque 150 000 « grands électeurs », et non par les 45 millions de citoyens en âge de voter. Elle était ensuite jusqu'ici renouvelée par tiers. Ce qui la prémunissait contre toute évolution trop forte de sa composition. À partir de 2011, le renouvellement se fera par moitié. Le Sénat sera donc un peu plus exposé aux aléas.

L'évolution politique du Palais du Luxembourg s'inscrit dans le temps long. Au début des années 1980, le RPR, parti de militants plus que de notables, avait conquis un nombre spectaculaire de villes et de départements. Mais en raison du renouvellement triennal, il avait fallu attendre dix ans pour que le parti chiraquien devienne le groupe dominant. Ainsi, en 1992, Charles Pasqua, le patron des sénateurs RPR, avait dû s'incliner devant le centriste René Monory.

Vingt ans plus tard, c'est le Parti socialiste qui se trouve « victime » de ce système électoral particulier. Grâce à ses conquêtes municipales, départementales et régionales, le PS est devenu le premier parti territorial de France. Dimanche, ses gains attendus devraient lui permettre de franchir la barre des cent élus, mais en restant très loin de l'UMP qui compte aujourd'hui 159 élus. C'est, au mieux, en 2011, que le PS pourrait toucher les dividendes nationaux de sa progression locale. Dimanche, donc, la majorité sarkozyste, centriste et radicale restera la majorité sénatoriale. Voilà pourquoi toute l'attention se porte sur le choix du successeur de Christian Poncelet au « plateau », comme on désigne la présidence.

Gérard Larcher ou Jean-Pierre Raffarin : qui remportera le duel ? Jean-Claude Gaudin, Philippe Marini ou Alain Lambert peuvent-ils créer la surprise ? Entre tous ces prétendants, on aura du mal à saisir les différences de projet. Les propositions « pour un Sénat libre et moderne » de l'ancien premier ministre ressemblent comme un frère au « nouveau cap » que l'ancien ministre de Travail propose à ses collègues de « fixer ensemble ». Le souci de « l'indépendance » de la seconde Assemblée, une meilleure publicité de ses travaux, un renforcement de la « collégialité », via un rôle accru de la conférence des présidents ; ou un statut pour l'opposition, une utilisation optimale des moyens offerts par la révision constitutionnelle, la promotion de débats « en amont » sur les grands sujets de société... Le programme de l'un aurait pu être écrit par l'autre et inversement. Gageons que ça ne sera pas sur cet exercice de figure imposée que les sénateurs UMP se décideront le 24 septembre lors de la primaire.

La personnalité du président du Sénat sera pourtant essentielle pour la suite du quinquennat. La progression attendue de la gauche, même contenue, privera définitivement le gouvernement d'une majorité des trois cinquièmes au Parlement. Il faudra au successeur de Poncelet toute la finesse requise pour aider à la mise en oeuvre du programme de la majorité tout en dégagant des consensus plus larges.

Le Sénat qui, d'après la Constitution, « assure la représentation des collectivités territoriales de la République », sera aux avant-postes de la réflexion voulue par Nicolas Sarkozy pour 2009 sur l'organisation territoriale de la France. Si du moins il choisit de se saisir de ce débat. Après avoir repoussé les projets de réformes de Lionel Jospin, très remonté contre une assemblée qu'il avait qualifiée d'« anomalie » de la vie démocratique ; après avoir désarmé les intentions de Nicolas Sarkozy, le Sénat a devant lui une bonne occasion de corriger l'image d'une institution avant tout attachée à se préserver elle-même.

* Rédacteur en chef adjoint au service politique du « Figaro »

Avec l'aimable autorisation 

Politique, mardi, 16 septembre 2008, p. 4

L'essentiel

[Sénat.]

Sénat. Bagarre à l'UMP

pour la présidence

La bataille pour le fauteuil de président du Sénat fait rage

au sein de l'UMP. Pour l'instant, seuls l'ancien ministre

du Travail Gérard Larcher et le rapporteur général du Budget Philippe Marini sont officiellement candidats. Jean-Pierre Raffarin ne fait cependant pas mystère de ses ambitions. Et d'autres candidats sont en embuscade comme le sénateur et maire de Marseille Jean-Claude Gaudin, l'ancien ministre Alain Lambert ou l'actuel président François Poncelet. Deux favoris, Jean-Pierre Raffarin et Gérard Larcher, se détachent du lot.

n Ségolène Royal et la direction du PS

Selon le président de Désirs d'avenir Jean-Pierre Mignard, Ségolène Royal ne ferait pas de la succession de François Hollande à la tête du PS un préalable à la constitution d'une majorité en vue du Congrès de Reims. « Ségolène Royal ne veut surtout pas que la question de la direction vienne gêner ou retarder une dynamique de convergences », a-t-il déclaré. Il a rappelé que Ségolène Royal ne s'était pas formellement déclarée candidate au poste de première secrétaire du PS.

n Millon le retour

L'ancien ministre de la Défense Charles Millon, libéré

de son poste d'ambassadeur de la France à la FAO à Rome, revient dans la vie politique en étant candidat aux sénatoriales dans l'Ain avec le soutien de l'UMP, dix ans après

sa démission forcée de la présidence du conseil régional

de Rhône-Alpes, où il s'était allié au Front national.

Avec l'aimable autorisation 